

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Revenir à l'orientation fixée lors du discours du Bourget !

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : vendredi 11 avril 2014

Démocratie & Socialisme

Le résultat des élections municipales est catastrophique. La gauche a perdu beaucoup plus de villes qu'elle n'en avait conquises en 2008. Nos électeurs nous ont ramenés au niveau qui était le nôtre avant les élections municipales de 1977, il y a plus de 30 ans.

Nos électeurs n'ont pas pour autant voté en rangs serrés à droite ou à l'extrême-droite. Ils se sont, avant tout, massivement abstenus. Et leur abstention a eu tendance à être d'autant plus importante que les villes étaient plus peuplées, à l'exception de villes comme Paris ou Lyon qui sont des villes intra-muros, sans banlieue.

Pourquoi une abstention aussi massive ? Parce que **nos électeurs n'ont pas pardonné à François Hollande et à son gouvernement d'avoir tourné le dos au discours du Bourget**. Non seulement ces derniers ne se sont pas attaqués à la Finance mais ils ont fait l'inverse en ne donnant aucun coup de pouce au Smic, en laissant la valeur du point gelée dans la fonction publique, en allongeant la durée de cotisation pour la retraite, en sécurisant les licenciements, en distribuant 20 milliards d'euros annuels à un patronat qui continue à empocher ses dividendes comme s'il n'était pour rien dans la crise que subit notre pays.

Tout cela pour faire les « réformes structurelles », réduire les déficits publics à marche forcée comme l'exigent les libéraux intégristes de Bruxelles. Cette politique a étouffé la croissance. Le chômage, la précarité et la pauvreté ont donc atteint des sommets, tout comme l'abstention de nos électeurs.

François Hollande affirme avoir entendu le message envoyé lors de ces élections.

Pourtant, il nomme Manuel Valls Premier ministre, le plus droitier des candidats socialistes lors des primaires de 2001, lui qui voulait changer le nom du Parti socialiste en retirant « socialiste », qui voulait revenir sur les 35 heures et qui, depuis, s'est illustré par ses propos contre les Roms et son concours avec la droite pour expulser le maximum d'immigrés. Europe écologie les verts (EELV) quitte alors le gouvernement. La surface politique du gouvernement se réduit, au même rythme que sa base électorale, alors qu'il faudrait, au contraire, l'élargir à d'autres forces de gauche. **88 députés socialistes ont publié un texte demandant un « pacte de confiance » entre le gouvernement et sa majorité parlementaire. 11 de ces députés ont choisi de s'abstenir lors du vote de confiance demandé par Manuel Valls.** C'est la première fois qu'une telle décision était prise par des députés socialistes. **Les 77 autres députés ont affirmé, dans un communiqué, leur solidarité avec les 11**, même s'ils avaient adopté une démarche différente. 8 députés EELV se sont également abstenus et les députés du Front de Gauche ont voté contre la confiance à Manuel Valls alors qu'ils n'avaient fait que s'abstenir lors du vote de confiance au gouvernement de Jean-Marc Ayrault, en 2012.

Pourtant, pour que le patronat se rassure pleinement, François Hollande nomme secrétaire général de l'Élysée Jean-Pierre Jouyet, un ancien secrétaire d'État de Sarkozy.

Pourtant, il essaye d'imposer un « pacte de responsabilité » qui ajoute 15 milliards de cadeaux au patronat, sans jamais exiger la moindre contrepartie en termes d'emplois. Un « pacte de responsabilité » qui impose 19 milliards d'économie à l'État, 10 milliards aux collectivités territoriales et 21 milliards d'euros à la Sécurité sociale (dont 10 milliards pour l'assurance-maladie).

Pourtant, sans aucune concertation, Manuel Valls a annoncé la volonté de François Hollande de diviser par deux le nombre de régions et de faire disparaître les conseils départementaux.

La politique qui a amené la gauche à subir une telle catastrophe aux élections municipales est donc

aggravée.

Comment penser que les mêmes causes ne produiront pas les mêmes effets ?

Arrêtons le massacre ! Pour éviter les déroutes qui nous attendent, aux européennes, aux régionales, aux départementales, sans même évoquer la perte de la majorité de gauche au Sénat, notre président de la République et notre gouvernement doivent revenir à l'orientation que François Hollande avait définie, lors de son discours du Bourget en 2012, quand il avait désigné « la Finance » comme son ennemie.